
NOUVELLES SUR LE COTON – 19 novembre 2007

La solidarité des pays en développement à l'épreuve ?

Le Brésil a invité à Genève une trentaine de hauts responsables de pays émergents à Genève pour tenir un G20 et une série de consultations avec les autres groupes de pays en développement sur les points qui achoppent dans la négociation commerciale multilatérale.

Une participation limitée...

La fréquentation ne fut pas aussi élevée qu'espérée. Si les Ministres du Commerce d'Inde, d'Afrique du Sud, d'Indonésie, du Paraguay, de Tanzanie et d'Uruguay étaient présents, accompagnés des vice-ministres de Cuba et de l'Equateur, les autres pays ont été représentés par leurs Ambassadeurs auprès de l'OMC. Cette relativement faible fréquentation peut sans doute faire craindre certaines fissures à l'intérieur du G20 et plus largement au sein du groupe des pays en développement, comme le souligne certains observateurs. Il semble que plus on se rapproche de la fin de la négociation et plus la solidarité des groupes est mise à rude épreuve. Les intérêts purement nationaux resurgissent et chacun « voit midi à sa porte », d'autant plus dans la configuration telle qu'elle se dessine aujourd'hui d'un résultat plus modeste qu'ambitieux.

La solidarité des pays en développement a été quelque peu malmenée ces derniers temps. En effet, certains pays membres d'unions douanières (SACU puis surtout Mercosur) ont demandé plus de flexibilités se traduisant par la possibilité d'exclure 16% de leurs produits industriels de toute réduction tarifaire. D'autres pays en développement non membres de ces unions douanières, tels que le Mexique et le Costa Rica, se sont opposés vivement à l'attribution d'une telle exception. Les Etats-Unis et l'Union européenne se sont montrés très critiques vis-à-vis de la proposition du Mercosur. Toutefois, l'Union européenne a fait preuve d'une plus grande réceptivité face aux préoccupations de la SACU, ce qui pourrait entretenir certaines divisions au sein des pays en développement.

La difficulté de conclure les Accords de Partenariat économique entre les pays ACP et l'Union européenne avant l'expiration de la dérogation de l'OMC sur les préférences non réciproques pourrait constituer une autre source de division entre pays en développement, entre ACP et non ACP. En effet, dans le cas où les APE ne seraient pas conclus dans les temps, les pays ACP retomberaient automatiquement dans le Système de préférences généralisées accordées à tous les pays en développement. Certains pays ACP pourraient bénéficier du SPG + accordé aux économies dites vulnérables. Certains pays en développement non ACP ont déjà fait savoir qu'ils n'accepteraient pas de nouvelles dérogations, notamment sur des produits aussi sensibles que le sucre et la banane par exemple (qui ne font pas partie du SPG).

L'insistance du G20 à plaider pour maintenir l'unité et la solidarité des pays en développement traduit peut-être la nécessité de colmater les fissures, à l'heure où les pays développés continuent à les rendre responsables du blocage actuel. Amorim, le ministre Brésilien des Affaires étrangères a enjoint ces pays à ne pas chercher à diviser plus avant les pays en développement notamment sur les questions de l'accès aux marchés.

... mais une déclaration ferme

Malgré ces nombreux commentaires sur la division entre pays en développement, ou peut-être à cause de cela, les pays présents au G20 ont tenu à réaffirmer leur solidarité dans un communiqué du G20 et dans un communiqué conjoint du G20, du G33, du groupe ACP, du groupe des PMA, du groupe des Petites Economies Vulnérables et du C4.

A première vue, les déclarations du G20 sont restées à un niveau relativement général. Le G20 a mis l'accent sur l'importance de l'agriculture pour un Cycle qui se veut « de développement » et place le débat sur l'agriculture au centre des discussions dans la mesure où c'est l'accord sur l'agriculture qui déterminera le niveau d'ambition de Doha, selon eux. Ils ont toutefois reconnu la nécessité d'un équilibre entre l'agriculture et l'AMNA. Les communiqués n'entrent pas dans le détail de propositions concrètes pour faire avancer les points cruciaux de la négociation.

En marge du sommet, Celso Amorim a déclaré très justement : « Nous sommes dans une situation où dans le texte de l'AMNA, 'ce que vous voyez est ce que vous aurez' tandis que le texte de l'agriculture est très obscur sur tous les sujets, depuis les soutiens spécifiques par produits jusqu'au traitement des produit

sensibles. Comparé au texte de l'AMNA, le texte de l'agriculture ne reflète pas nécessairement ce que vous aurez à la fin parce que ce qui est donné d'une main peut être repris de l'autre... ».

Dans les discussions qui ont suivi le sommet, les ministres Amorim et Nath ont pressé les Américains de renouveler le Trade Promotion Authority, outil sans lequel ils estiment impossible de continuer à négocier sérieusement. Si pour eux, la certitude de voir un accord passer au Congrès sans être amendé est nécessaire, pour les Américains, cette manœuvre est une manière de « noyer le poisson et d'éviter d'aborder les vrais problèmes ».

Coton

C'est dans le communiqué du G20 que l'on trouve les références les plus explicites et le soutien le plus affirmé au dossier coton. En effet, le G20 demande une réduction des subventions au plus bas de la fourchette proposée par le Président Falconer et des disciplines strictes pour éviter les transferts non contrôlés entre boîtes en général, le tout avec un engagement plus rapide et plus important pour le coton. Le G20 affirme également que le coton doit être traité en respect des engagements de Hong Kong dans les aspects commerce et développement « sur la base des propositions soumise par le C4 ». Le Ministre indien Nath a clairement déclaré que « sans accord sur le coton, il n'y aurait pas d'accord dans l'agriculture ».

Conclusion

La dichotomie stricte entre pays développés et pays en développement est peut-être une division qui a vécu. En marge de la négociation (mais toujours au sein de l'OMC), des alliances se font et se défont et les clivages entre Nord et Sud peuvent parfois être dépassés dans des actions communes. Le Canada et le Brésil ont décidé chacun de porter plainte contre les Etats-Unis pour dépassement de leur niveau autorisés de soutien interne dans certaines des années précédentes. Ces cas pourraient à l'avenir fusionner et ajouter à la pression qui repose sur les Américains quant à la mise en conformité de leur Farm Bill avec leurs engagements internationaux et les règles du commerce multilatéral.

Les grandes coalitions réunissant des groupes de pays tels que le G20, G33, G90, PMA, etc. mus par certains intérêts communs, fonctionnent bien au niveau des grandes déclarations politiques. Dès qu'on entre dans le vif du sujet et qu'il faut négocier des accords précis, la chose se complique et les intérêts divergents resurgissent avec plus d'acuité. Il reviendra aux pays en développement d'exercer l'art de maintenir la cohésion tout en tenant compte des différences de chacun.

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance économique. En liaison avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'OMC d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: www.ideascentre.ch

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41